

COMMUNIQUE DE PRESSE – LUNDI 27 AOUT 2018

Chaud boulette la rentrée !

Ça chauffe, ça brûle même. La rentrée scolaire s'annonce caniculaire, à l'image de cet été. Mais ici, pas de réchauffement climatique. Plutôt de la frilosité, des craintes, des résistances des acteurs scolaires et des responsables politiques. Ils peinent à enclencher ensemble une réelle réforme du système éducatif.

Le pacte pour un enseignement d'excellence : au milieu du gué, des blocages multiples....

Les réformes nécessaires prévues dans le Pacte ne peuvent être freinées sous prétexte de turbulence électorale ! Il en va de la responsabilité de tous les partis démocratiques de faire avancer la réforme du système éducatif. Les acteurs, dont la FAPEO, se sont mis autour de la table pour élaborer les contours de l'École de demain. Si ce vaste chantier devait accoucher d'une souris par manque d'ambition et sous la pression d'intérêts corporatistes ou électoralistes, nous devrions faire le constat affligeant que l'École en Belgique francophone n'est pas réformable. Une catastrophe pour les enfants qui sont les premières victimes de ce système défaillant.

La FAPEO tient à rappeler qu'elle ne veut pas :

- D'un tronc commun **au rabais**
- D'une gratuité **timide**
- D'un pilotage **sans tour de contrôle**
- D'une école **de l'entre-soi laissant les parents sur le trottoir**

Le décret sur le Cours de Philosophie et Citoyenneté fait des jaloux ?

La Cour constitutionnelle a donné raison cet été au SEGEC qui dénonçait un traitement inéquitable entre les réseaux d'enseignement concernant l'affectation des heures dans le cadre de l'organisation du cours de philosophie et citoyenneté. Un traitement inéquitable ? C'est vrai, les enfants qui fréquentent le réseau libre n'ont pas la chance d'avoir un tel cours. Inéquitable ? Certainement. Les écoles officielles doivent gérer maintenant une septième option philosophique ! Une solution ? Deux heures de Philosophie et Citoyenneté pour tous et dans tous les réseaux, nous ça nous va ...

Le décret « Aménagement raisonnable » : une aubaine pour le secteur du « soutien scolaire privé »?

Sa mise en œuvre est obligatoire sans moyens supplémentaires dès cette rentrée scolaire. Les parents s'inquiètent, tout comme les enseignants. Face à cette difficulté, le marché privé du soutien scolaire a réagi en diversifiant son offre destinée aux enseignants et aux parents des enfants présentant des besoins spécifiques. Nous nous inquiétons de la place grandissante d'opérateurs privés pour répondre aux défaillances du système scolaire actuel.

La FAPEO défend l'idée d'une école inclusive où tous les enseignants pratiquent une approche différenciée au bénéfice de tous les élèves. Nous craignons, malgré l'obligation de mettre en place des aménagements raisonnables, que la prise en compte des besoins spécifiques des élèves ne conduise à l'organisation de classes et/ou d'écoles « DYS- FRIENDLY » ou « HP WELCOME », ce qui va à l'encontre de l'esprit de l'école inclusive.

Le décret « Inscription » : une fois de plus, un suspense pour les enfants et leurs parents, Happy End ?

À la mi-août, 700 enfants n'étaient toujours pas inscrits dans une école de leurs choix. C'est inacceptable ! Depuis des années, la FAPEO demande aux pouvoirs publics de prévoir des infrastructures scolaires en suffisance pour répondre à l'augmentation du nombre d'élèves. Des places, il en reste un peu, des projets désirables, un peu moins, et ce n'est un mystère pour personne. Nos demandes récurrentes de rénover et dynamiser ces établissements, pointés du doigt, également par les gestionnaires publics, sont entendues mais peinent à se réaliser. Nous ne lâcherons pas l'affaire !

Contacts :

Luc Pirson
Président
0494/573 042

Joëlle Lacroix
Secrétaire générale
0474/640 911